

2025PN002 - 7B - Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour  
l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

ANNEXE DE L'AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

**ANNEXE DE L'AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE A LA  
PROCEDURE Marché n°2025PN002**

**7B - Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express**

---

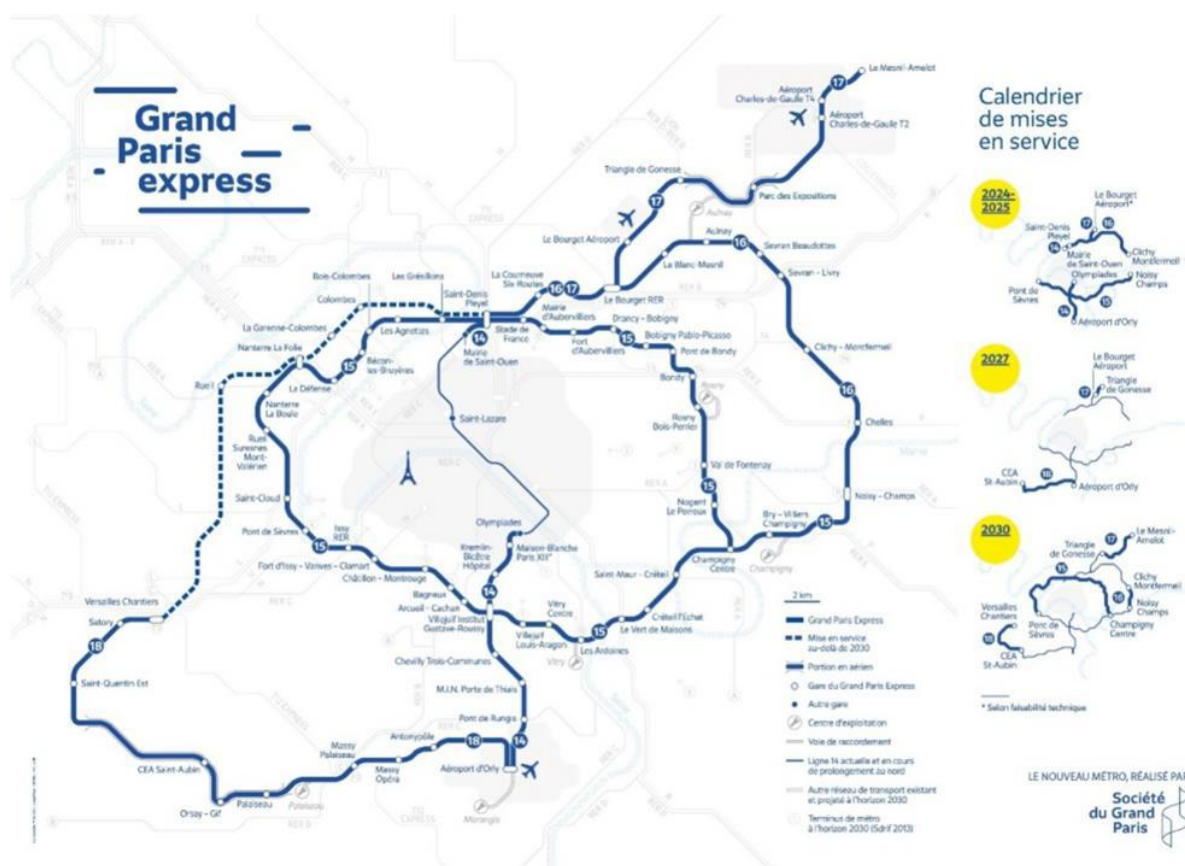
Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

## Préambule

### Présentation du projet du Grand Paris Express :

La Société des grands projets (anciennement Société du Grand Paris) a notamment pour mission de concevoir et réaliser le projet de métro automatique « Grand Paris Express » comprenant environ 200 km de lignes et 68 gares, organisées en rocadés desservant les territoires de proches et moyennes couronnes et en liaisons radiales (prolongements de lignes de métro existantes).

Ce « réseau de transport public du Grand Paris » a ensuite été fonctionnellement découpé en 4 nouvelles lignes (15, 16, 17 et 18) en complément du prolongement de la ligne 14 au nord et au sud. L'intégralité de ce réseau est désormais déclarée d'utilité publique.



### Présentation de la ligne 18 du Grand Paris Express :

La ligne 18 traverse un territoire stratégique du Grand Paris. Elle desservira l'un des premiers pôles de recherche et développement du monde, Paris-Saclay. Elle assurera également la mise en relation des grands pôles économiques situés à Orly, Antony, Massy, Saint-Quentin-en-Yvelines et Versailles. La ligne répondra aux besoins de déplacements des habitants, étudiants, chercheurs et salariés qui vivent, étudient ou travaillent à proximité.

La ligne s'étend sur 35 km environ, avec des sections en souterrain et en aérien - en viaduc ou au sol.

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

La mise en service de la ligne 18 est prévue en deux grandes phases :

- phase 1 en 2026-2027 entre Aéroport d'Orly et CEA Saint-Aubin, avec six gares ;
- phase 2 en 2030 entre CEA Saint-Aubin et Versailles Chantiers, avec trois gares : Saint-Quentin Est, Satory et Versailles Chantiers.

La phase 2 sera composée d'une section au sol (5 km environ entre Saclay et Magny-les-Hameaux), d'une section en tranchée couverte (1,3 km environ) et d'une section en tunnel creusé au tunnelier (6,7 km environ entre Guyancourt et Versailles).

La section au sol comprend cinq accès de secours (AS) et un ouvrage annexe (OA15bis). La section souterraine comprend 10 ouvrages annexes (OA15, OA16, OA18, OA19, OA20, OA21, OA22, OA22bis, OA23 et OA24).

Les travaux de clos couvert et d'aménagement des gares et de corps d'états techniques des ouvrages annexes et accès de secours de l'ouest de la ligne 18 ont été découpés en 4 marchés (appelés ci-après des lots) :

- 7A (objet de la présente procédure) : Travaux de clos-couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Saint Quentin Est
- 7B : Travaux de clos-couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory (objet du présent AAPC)
- 7C : Travaux de clos-couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Versailles-Chantiers
- 7D : Travaux de corps d'état techniques des trois gares souterraines Saint-Quentin-Est, Satory et Versailles Chantiers, des 10 ouvrages annexes de la section souterraine et de l'ouvrage annexe et des 5 accès de secours de la section au sol.

Les missions de maîtrise d'œuvre d'étude et de réalisation de l'infrastructure de la ligne 18 ont été confiées au groupement ICARE (INGEROP, ARTELIA, ARCADIS, ATELIER 2/3/4, RICHEZ ASSOCIES, DIETMAR FEICHTINGER ARCHITECTES, VEZZONI & ASSOCIES, JEAN-FRANÇOIS SCHMIT ARCHITECTES).

En application de la loi du 3 juin 2010, la gestion technique des ouvrages de la ligne 18 sera confiée à Ile-de-France Mobilités, qui désignera un exploitant, et à RATP Infrastructure. Le transfert en gestion technique (TGT) de la section Ouest de la ligne se fera en une seule fois, après la réception des travaux objet des différents marchés. L'exploitant procédera ensuite à une « marche à blanc » avant la mise en service commerciale de la ligne.

## **VOLET 1 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

La description a pour objet d'éclairer les candidats sur la nature des travaux sans que cela ne soit limitatif.

Le marché n'est pas est alloti.

### **Description des prestations du lot 7B**

Installations de chantier : reprise des installations existantes du lot génie civil - 3A (notamment base vie, palissade et réseaux divers , fourniture du complément nécessaires aux travaux du présent marché, mais également à ceux réalisés par d'autres marchés hébergés (notamment le lot 7D qui concernent les travaux relatifs aux corps d'état techniques des fluides et d'électriques ainsi que des 15 ouvrages

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

annexes de la section souterraine « Ouest » de la ligne 18 du Grand Paris Express), entretien de l'ensemble et repli en fin de chantier. Y compris moyens de levages lourds (grues mobiles et grues à tours, sapine, etc...) ;

Gestion du site : gestion des emprises de chantier, gestion et entretien du contrôle d'accès, gardiennage, Gestion-modification des clôtures, branchements chantier, gestion-modification des bases-vies, gestion du monte-charge et ou des escaliers de chantier, gestion des livraisons sur les emprises, affichage chantier/ secours, gestion des déchets (incluant emprises et accès chantier des titulaires d'autres marchés intervenant dans les ouvrages), repli en fin de chantier ;

- Travaux de gros-œuvre : terrassements complémentaires, fondations, structure béton des émergences, maçonneries intérieures... ;
- Travaux de charpente métallique
- Travaux de vitreries intérieures et serrurerie associée, garde-corps, parois vitrées ;
- Travaux de menuiseries métalliques et serrurerie, passerelles, escaliers, mains courantes, portes, grilles, trappes ;
- Travaux de revêtements de sols durs et carrelages muraux ;
- Travaux de revêtements de sols souples ;
- Travaux de revêtements de murs et faux plafonds en espace public ;
- Fourniture et pose de mobilier ;
- Travaux de plâtrerie, isolation et doublages, et les plafonds suspendus ;
- Travaux de menuiseries intérieures, portes, planchers techniques ;
- Travaux de couverture et d'étanchéité des bâtiments ;
- Travaux de façades vitrées ;
- Travaux toiture végétalisée
- Travaux VRD ;
- Travaux de rechargement tous niveaux ;
- Gaines ascenseurs en émergence

Concernant les travaux de sols durs des espaces voyageurs, il est précisé expressément que le nom du fournisseur sera indiqué, le cas échéant, dans le DCE. Il appartient alors à tout candidat admis à présenter une offre, de contacter le fournisseur sélectionné afin de solliciter une proposition tarifaire pour la fourniture de produits de revêtement de sol et dispositifs podotactiles transversaux du sol des gares du réseau du Grand Paris Express tels que définis au CCTP, sous peine d'irrecevabilité de son offre.

➤ **Gestion des interfaces :**

a) A l'exception des prestations explicitement prévues au marché d'aménagement, les prestations suivantes sont exclues car intégrées ou déjà prévues dans des marchés de génie civil, dans les marchés systèmes ou des marchés de fournitures ou d'aménagement transverses au Grand Paris Express, notamment :

- parois moulées périphériques,
- voiles en béton armé en infrastructure,
- radier général en béton armé,
- béton de rechargement sur le radier,
- dalle de couverture,
- planchers intermédiaires,
- les escaliers
- gaines ascenseurs en infrastructure,
- étanchéité positionnée en sous face de radier, sur la dalle de couverture et d'une étanchéité extradossée dans les zones souterraines.

b) Les ouvrages objets de la présente procédure seront réalisés en interface avec les marchés systèmes et infrastructures suivants (liste non exhaustive) :

- Marché Haute Tension/Basse Tension,
- Marché Voie ferrée,
- Marché Traction,
- Marché Réseau Multi Service et Système de Surveillance des Espaces,
- Marché ventilation/désenfumage tunnel,
- Marché Détection Incendie : Protection Incendie des gares,
- Marché Façade de quai,
- Marché Information voyageurs dynamique et sonorisation,
- Marché Matériel Roulant et Automatismes de Conduite, marché notifié,
- Marché de fourniture et pose des ascenseurs et des escaliers mécaniques,
- Marché d'aménagement du point accueil,
- Marchés d'aménagement des commerces par les preneurs.
- Marché Radio exploitant,
- Marché Radio Grand Public,
- Réseau Fibre Optique Grand Paris Numérique,
- Billettique et comptage voyageurs,
- Travaux de génie civil du tunnel, des gares, des ouvrages annexes de la section souterraine de la ligne 18 du Grand Paris Express entre la gare de SQE et l'ouvrage annexe 24 - Lot 3A
- Travaux de corps d'état techniques des trois gares de Saint-Quentin Est, Satory et Versailles Chantiers, et d'ouvrages secondaires de la section « Ouest » de la Ligne 18 du Grand Paris Express (lot 7D)
- Marché œuvre artistique

Les titulaires de ces marchés interviendront dans l'ouvrage en vue de réaliser les travaux des différents locaux. Le titulaire du présent marché sera tenu de prendre en compte les évolutions de ces marchés

Certains de ces équipements seront mis à disposition par la Société des grands Projets au titulaire du présent marché par le biais de contrats cadre conclus entre les fournisseurs des équipements et la Société des grands projets.

➤ **Interfaces extérieures et tiers :**

De plus, la Société des Grands Projets tient à informer les candidats qu'il est prévu de connecter la gare souterraine de Satory, via son parvis, aux projets communaux portés par les villes et aménageurs (EPAPS), ainsi que les opérateurs de transports en commun. La gestion des interconnexions entre ces différents modes de transport devra être assurée.

**Démarche BIM :**

La Société des Grands Projets a mis en place une démarche BIM regroupant à la fois le Building Information Modeling et le Building Information Management. Cette méthodologie structurée vise à établir des modèles numériques au travers de processus et d'outils dédiés et à travers une démarche organisée et coordonnée auprès des acteurs.

Ainsi, ces prestations incluent l'ensemble des études d'exécution sous BIM ainsi que l'ensemble des essais des équipements, et leur maintien en condition opérationnelle jusqu'à la réception. Le titulaire assurera la réalisation des études EXE en cohérence et en tenant compte des EXE des marchés en interface en amont du cycle de synthèse.

**Quantité et dimensionnement :**

Les quantités ou dimensionnement indiqués ci-dessous sont indicatifs, non exhaustifs et prévisionnels :

Pour **le lot n°7B** : Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory  
SHOB= 9 609 m<sup>2</sup>

- Niveau référence rez-de-chaussée : 170,45 NGF
- Hauteur de l'émergence = 10 m
- Largeur de la gare : 44m
- Longueur maximale de la gare : 68 m
- Dimension de la toiture : 68m de long par 44m de large
- Nombre de niveaux = 7, avec :

Pour les surfaces de plancher :

Niveau Toiture de 2 100m<sup>2</sup>,  
Niveau N00 de 2 205m<sup>2</sup>  
Niveau S1 de 1 076 m<sup>2</sup>,  
Niveau S2 de 1 091 m<sup>2</sup>  
Niveau S3 de 1 196 m<sup>2</sup>,  
Niveau S4 quai de 993 m<sup>2</sup>,  
Niveau S5 sous-quai de 948 m<sup>2</sup>

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

- Nombre d'ascenseurs= 6
- Métallerie : 175 portes métalliques
- Revêtement de sol dur : 2 260 m²
- Revêtement de sol souple : 326 m²
- Pose de mobilier : 158 équipements
- Faux-plafonds et revêtements muraux : 5 099 m² Peinture : 19 834 m²
- Répartition d'espace de près de 9 609m² dont :
  - espaces voyageurs : 12,58% (1 208 m²)
  - espaces réservés compris locaux techniques : 83% (7 993 m²)
  - espaces réservés aux commerces: 4,25% (408,4 m²)

**\*: prestation hors marché**

**En complément du 5.1.9) capacité technique et professionnelle :**

1) Certificats de qualifications (ou équivalent)

À défaut de posséder les certificats visés 5.1.9) de l'AAPC, les candidats pourront notamment présenter une référence par qualification manquante, de travaux similaires réalisés au cours des 6 dernières années ou les certificats d'identité professionnelle correspondants.

Les références devront indiquer notamment les travaux réalisés en distinguant bien les domaines d'activité travaux, le montant, la date, le lieu et les coordonnées du donneur d'ordre public ou privé. Ces travaux sont assortis d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, précisant qu'ils ont été effectués selon les règles de l'art.

A défaut de disposer des compétences en propre, les candidats pourront se prévaloir de la capacité de leurs sous-traitants au travers d'une liste de sous-traitants en indiquant leurs qualifications ou références, accompagné d'un engagement écrit prouvant qu'ils pourront en disposer pendant toute l'exécution du marché s'ils devaient être retenus.

Les candidats renseigneront le tableau de synthèse joint afin de présenter la correspondance entre les références fournies et les certificats et qualifications.

Certificats de qualifications professionnelles (FNTP, Qualibat ou équivalent).

Gros œuvre / Charpente :

- 1233 : Pieux
- 2242 : Fabrication et pose d'éléments béton armé et béton précontraint (technicité confirmée)
- 2241 : Fourniture et pose d'éléments béton armé et béton précontraint (technicité confirmée)
- 2252 : Ouvrages étanches en béton armé et béton précontraint (technicité confirmée)
- 2253 : Ouvrages étanches en élévation en béton armé (technicité supérieure)
- 2113 Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité supérieure)
- 2413 Constructions et structures métalliques (technicité supérieure)

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express



Second œuvre :

- 3153 : Couverture en métaux sauf plomb (technicité supérieure)
- 3512 : Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment
- 3813 : Parois en bardages complexes (technicité supérieure)
- 4712 : Produits verriers (technicité confirmée)
- 6314 : Carrelages-revêtements dans les locaux à fortes sollicitations
- 7212 : Isolation et traitement acoustique (technicité confirmée)
- 3292 : Toitures terrasses spécialisées végétalisées
- 3723 : Fabrication et pose de façades-rideaux métallique (technicité supérieure)
- 4412 : Métallerie (technicité confirmée)
- 4323 : fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (technicité supérieure)

## 2) Références :

### Contenu des références

Pour chaque référence, les candidats doivent préciser :

- les caractéristiques des ouvrages ;
- la description détaillée des travaux effectués, les montants financiers correspondants, les coordonnées du donneur d'ordre et/ou celles de son représentant habilité ;
- un court texte explicatif de la complexité des projets en question en phase études et/ou en phase travaux : interfaces, problématiques d'intégration urbaine, contraintes environnementales...

### Thèmes des références

Thème 1 : référence(s) sur un marché de gros œuvre de bâtiments, de corps d'état architecturaux, couverture, charpentes métalliques, façades vitrées dont une référence ERP Catégorie 4.

Thème 2 : référence(s) sur un marché de travaux en interface avec des marchés tiers

Thème 3 : référence(s) sur la réalisation d'un ouvrage dans un site urbain contraint.

Si le candidat ne dispose pas des références demandées et mentionnées ci-avant, il peut prouver sa compétence par tous moyens, en apportant :

- des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite de travaux de même nature que les thèmes demandés ;
- où
- des certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres sont acceptés. Une même référence peut être utilisée pour couvrir tout ou partie des thèmes. Les références sont dans la mesure du possible accompagnées d'attestations de bonne exécution du maître d'ouvrage pour le compte duquel les travaux ont été réalisés.

## 3) Déclaration des effectifs

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels pour chacune des trois dernières années, ainsi que la part des effectifs affectée à des prestations d'encadrement.

## 4) Description de matériel/outillage

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des travaux de même nature que celles du marché.

## **VOLET 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**

Conformément aux dispositions des articles R2142-3, R2143-12 et R2144-1 du code de la commande publique, si le candidat (seul ou en groupement) s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, **il devra également** :

- **justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques** en produisant l'ensemble des renseignements et documents énumérés à la rubrique 5.1.9 de l'AAPC propres aux capacités de ces opérateurs économiques et compléter obligatoirement le cadre de réponse joint au présent avis ;
- **apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.** Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, notamment sous la forme d'une obligation juridiquement contraignante (exemples : attestation sur l'honneur signée, formulaire DC4 signé, tout autre convention type mise à disposition de moyens).

#### **III.1) Conditions de participation**

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession (En complément du 5.1.9 de l'AAPC).

Liste et description succincte des conditions : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Chaque candidat indique s'il se présente seul ou en groupement. Le candidat fournit le formulaire « lettre de candidature DC1 » version DAJ, avec le cas échéant désignation du mandataire par ses cotraitants (ou équivalent), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>; Consultation en cours - Recherche rapide - numéro **2025PN002**  
Si le candidat est en redressement judiciaire, il joint à ce formulaire une copie du ou des jugements prononcés.

#### **Suite du 5.1.9 de l'AAPC - Conditions liées au marché :**

#### **ASSURANCES**

Le candidat est incité à fournir, à l'appui de sa candidature, une copie des attestations d'assurances Responsabilité Civile Professionnelle et responsabilité décennale en cours de validité indiquant le montant garanti et la nature des activités couvertes, afin d'anticiper les opérations de vérifications qui seront effectuées par la Société des grands projets

A titre indicatif et prévisionnel, les candidats sont informés des exigences contractuelles suivantes en matière d'assurance. Elles seront précisées dans le CCAP du DCE.

En matière de responsabilité civile, les montants minimaux de garanties exigés sont les suivants :

En cours de travaux : • 30.000.000 Euros par sinistre, tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non confondus ou 15.000.000 Euros par sinistre pour les cotraitants PME.

Après réception, ces mêmes montants sont exprimés par sinistre et par an. Responsabilité atteinte accidentelle à l'environnement : 3 000 000 € par année.

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

En cas de groupement conjoint, ces montants minimaux s'entendent par membre du groupement. En cas de groupement solidaire, le groupement peut justifier d'une police de groupement. Cette police de groupement doit permettre le respect par le groupement des niveaux de couverture précités par sinistre.

L'opération de construction fera l'objet d'un contrat « Tous risques chantier », souscrit par le maître d'ouvrage, destiné à garantir les dommages matériels pouvant survenir aux ouvrages neufs en cours de construction. Du fait de la souscription de la garantie RC (RC Travaux) de première ligne par le maître d'ouvrage, les assurances figurant ci-dessus interviennent en complément de limites ou de conditions de cette garantie.

Si le titulaire a souscrit habituellement des montants de garanties supérieurs, il s'engage à les conserver pour le présent marché et à communiquer les attestations d'assurances comportant ces montants dans leur intégralité.

Lorsqu'il est soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du code des assurances, le candidat est fortement incité à fournir, à l'appui de sa candidature, l'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances, afin d'anticiper les opérations de vérifications qui seront effectuées par la Société des grands projets.

La vérification étant effectuée par la SGP auprès du(des) seul(s) titulaire(s) pressenti(s), celui-ci (ceux-ci) pourra(pourront) voir son(leur) offre rejetée en l'absence de fourniture de l'attestation d'assurance décennale (répondant aux exigences de l'article R. 243-2 du Code des assurances) après classement des offres finales et avant attribution du marché.

Enfin, pour les marchés éligibles à l'obligation d'assurance RC décennale, le titulaire devra justifier des assurances conformes aux règles en vigueur, sachant que pour toutes les gares, le SGP souscrit un CCRD dont le montant est équivalent au coût de l'ouvrage ou à hauteur d'un premier risque de 150 M€.

### Vérification des éléments de preuve de l'absence de motifs d'exclusion « OBLIGATOIRES » des marchés publics *(En complément du 5.1.9 de l'AAPC)*

Conformément à l'article R.2144-1 et suivants du code de la commande publique, la SGP doit vérifier les informations relatives à l'absence de motifs d'exclusion « obligatoires » des marchés publics qui figurent dans la candidature.

A ce titre, le candidat devra produire l'ensemble des documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion des marchés publics précisés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-4 du code de la commande publique, ces documents sont exigés du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

En conséquence, afin d'anticiper les opérations de vérification précitées, **chaque candidat seul ou, en groupement, chaque membre du groupement** est fortement incité à fournir l'ensemble des documents référencés ci-après. Si le candidat (seul ou en groupement) s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, **il devra également fournir ces documents pour ces opérateurs économiques** (articles R.2143-12 et R.2144-1 du code de la commande publique).

Liste des documents à produire :

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

- Une **déclaration sur l'honneur** précisant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés au L2141-1 et 1° et 3° de l'article L2141-4 du code de la commande publique. (art. R.2143-6 du code de la commande publique)
- Au titre des obligations fiscales : l'**attestation de régularité fiscale** délivrée par l'administration fiscale dont relève le demandeur, qui permet de justifier que le candidat est à jour de ses obligations fiscales (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés), au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la présente consultation. (art. R.2143-7 du code de la commande publique et articles 1 et 4.I de l'arrêté du 22 mars 2019)

Elle peut être obtenue :

- directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
- auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...).

Lorsque le candidat est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus, des certificats établis par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Au titre des obligations sociales : (art. R.2143-7 du code de la commande publique, article 2 et 4 de l'arrêté du 22 mars 2019)
- L'**attestation de vigilance** prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions dont relève le candidat (URSSAF, CGSS, caisses du RSI, MSA...), attestant de la souscription des déclarations sociales et des paiements des cotisations et contributions de sécurité sociale. L'attestation de vigilance est délivrée sur le site internet de l'Urssaf ou de l'ACOSS. (articles 2.I et 4-2° et 4-3° de l'arrêté du 22 mars 2019)  
Cette attestation doit être renouvelée tous les 6 mois
- Le **certificat délivré par les caisses de congés payés compétentes** (Caisse nationale des entrepreneurs de travaux Publics - CNETP ou caisses régionales) attestant du versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires. (article 2.III de l'arrêté du 22 mars 2019)
- Le **certificat délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés** (AGEFIPH), attestant la régularité de la situation du candidat employant au moins 20 salariés au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail. (articles 2.IV et 4-5° de l'arrêté du 22 mars 2019)
- Le **certificat de cotisation retraite** délivré par l'organisme Pro BTP. (article 4-4° de l'arrêté du 22 mars 2019)

Lorsque le candidat est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus, des certificats établis par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Au titre des procédures collectives : le **numéro unique d'identification** du candidat délivré par l'INSEE (tel que notamment numéro SIREN, numéro SIRET, code APE, numéro de TVA intracommunautaire au Répertoire des Métiers, ou numéro d'immatriculation au Registre Spécial des EIRL) permettant à la Société des grands projets d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 du code de la commande publique. (R.2143-9 du code de la commande publique)

Lorsque le candidat est établi à l'étranger, il produit, en lieu et place de ces documents, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du code de la commande publique. (art. R.2143-9 du code de la commande publique)

Lorsqu'il est en redressement judiciaire, le candidat produit la **copie du ou des jugements prononcés**.

- Au titre de l'obligation de vigilance relative aux salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France : (art. R.2143-8 du code de la commande publique et art. R.1263-12 du code du travail) :
  - Une attestation sur l'honneur certifiant que le candidat s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du candidat et la signature de son représentant légal.
  - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail. Cette obligation concerne également chacun des sous-traitants directs ou indirects du candidat, et chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le candidat ou un de ces sous-traitants a contracté, et qui détachent des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail ;
- Au titre des obligations relatives à la lutte contre le travail illégal (art. R.2143-8 du code de la commande publique)
  - Concernant le travail dissimulé (articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail) :
    - Le candidat doit produire (et cas d'attribution, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) : (article D.8222-5 du code du travail)
      - L'attestation de vigilance précitée.
      - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
        - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis);
        - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
        - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
        - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
    - Lorsque le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il produit, en lieu et place des documents énumérés ci-dessus (et cas d'attribution, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché) : (article D.8222-7 du code du travail)
      - Dans tous les cas, les documents suivants :
        - a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
        - b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
  - a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
  - c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail)

Le candidat produit la liste nominative des salariés étrangers employés par la société et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (article D.8254-2 du code du travail).

Lorsque le candidat est établi à l'étranger, il produit la liste nominative des salariés étrangers employés dans les conditions de l'article L.1262-1 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (article D.8254-3 du code du travail).

Dans tous les cas, ce document doit être renouvelé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. (Article D.8254-4 du code du travail)

Pour les entreprises de travail temporaire, la communication de la liste nominative précitée est réputée accomplie lorsque les informations relatives au salarié étranger figurent dans le contrat de mise à disposition conclu avec l'utilisateur. (article D.8254-5 du code du travail)

Dans le cas où il n'est pas concerné par cette exigence, **chaque candidat seul ou groupement, chaque membre du groupement** fournit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'emploie aucun salarié étranger dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché.

**Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.** (article R.2143-10 du code de la commande publique)

Dans le cadre de son obligation de vigilance, la Société des grands projets utilise l'outil E-Attestations afin de contrôler la conformité réglementaire (URSAFF, liasse fiscale...) de ses fournisseurs.

La solution permet aux fournisseurs de déposer sur la plateforme les documents de conformité et de les mettre à jour. Ils y sont alors contrôlés, archivés et mis à la disposition de la Société des grands projets.

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

Le candidat devra fournir un courriel de contact en charge de recevoir l'invitation à s'inscrire sur la plateforme et tout courrier relatif à ses attestations.

## Autres documents justificatifs et moyens de preuve

### **MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE EXIGES AU TITRE DE LA PRESENTE RUBRIQUE**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir, dans le dossier de candidature de la présente consultation, les documents justificatifs et autres moyens de preuve précités, s'ils peuvent être obtenus directement par la Société des grands projets par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

Le cas échéant, il est demandé aux candidats de mentionner dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace dont l'accès doit être gratuit.

Les candidats sont donc vivement incités à utiliser :

- le système électronique de mise à disposition d'informations « **E-Attestations** » utilisé par la Société des grands projets, leur permettant de déposer et mettre à jour sur la plateforme les documents justificatifs et autres moyens de preuve précités ;

ET/OU

- la **plateforme « PLACE »** utilisé par la Société des grands projets, leur permettant de déposer et mettre à jour les documents justificatifs et autres moyens de preuve précités à partir de leur compte entreprise, via le chemin suivant : Mon compte / Compte de mon entreprise / Espace documentaire - Coffre-fort Entreprise / Ajouter les documents.

## Documents disponibles et modalités de retrait des documents

Les documents disponibles sont :

- Le présent avis de marché.
- L'annexe de l'avis définissant le besoin de la SGP
- Le cadre de réponse pour chaque lot
- Le fichier de questions - réponses
- La déclaration d'absence de conflit d'intérêt
- Le formulaire DC4
- L'Attestation sur l'honneur relative aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

A l'exception de l'avis ces documents peuvent être téléchargés via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) dans l'onglet « Annonces » en suivant la procédure décrite ci-dessous à la rubrique « QUESTIONS/ REPONSES » du présent avis.

- les documents composant le dossier de consultation des entreprises (DCE) ne seront adressés qu'aux candidats admis à présenter une offre, à l'issue du choix des candidats admis à présenter une offre.

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express



**Questions/réponses :**

Toute question relative à cette consultation se fait dans un délai maximum de 10 jours avant la date limite de remise des dossiers via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), renseigner dans « Consultation en cours » - « Recherche Rapide » le numéro < 2025PN002 > Les échanges de correspondances entre la SGP et les candidats sont réalisés depuis la plateforme PLACE, via l'adresse électronique suivante : "nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr". Il est donc recommandé aux candidats de veiller à que les messages en provenance de cette adresse électronique ne soient pas traités comme des courriers indésirables par leur serveur/client de messagerie/logiciel tiers antispam.

**Rédaction des documents dans une autre langue**

Tous les documents sont établis en langue française. A défaut, les documents rédigés dans une autre langue devront obligatoirement être accompagnés d'une traduction en français effectuée par un traducteur professionnel.

**Conditions de participation**

Au stade candidature, les candidats ne doivent pas remettre d'offre, ils ne fournissent que les éléments demandés à l'AAPC et dans la présente annexe. Aucun mémoire technique et aucune offre financière n'est à transmettre au stade des candidatures.

**Autres informations**

. La SGP se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution de certaines prestations.

## **MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS**

### **A. Dématérialisation de la procédure de passation :**

La mise à disposition des documents de la consultation et les communications et échanges dans le cadre de la présente procédure sont dématérialisés par voie électronique.

La Société des grands projets a recours, pour le présent marché, au site dématérialisé suivant, dénommé ci-après « profil d'acheteur » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Les candidats ne peuvent en aucun cas recourir à une Plateforme dématérialisée extérieure de leur choix, pour la transmission de leur dossier de candidature ou d'offre sous peine de rejet de la candidature ou de l'offre.**

**1) Principes généraux :**

Les prérequis techniques de la plateforme sont disponibles en pied de page de PLACE et en pied de page du profil d'acheteur SGP.

**Chaque profil d'acheteur indiqué ci-dessus est interopérable avec les autres outils et dispositifs de communication électronique et d'échanges d'informations utilisés dans le cadre de la commande publique.**

**2) Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

**3) Avertissement et recommandation aux entreprises**

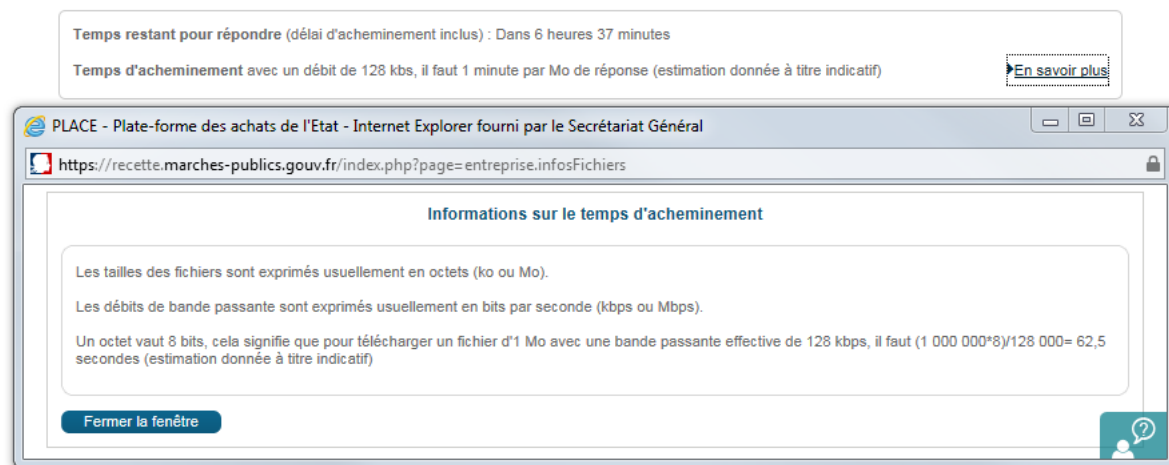
**C'est la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise de la réponse dématérialisée. Les entreprises sont donc invitées à intégrer des marges en termes de délais dans leur processus de réponse, pour tenir compte de ces délais d'acheminement.**

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express



Sur la page de dépôt d'une offre, il est indiqué sur le profil d'acheteur PLACE.



Les dépôts, par l'opérateur économique, de documents sur le profil d'acheteur donnent immédiatement lieu à l'envoi d'un accusé réception automatique portant les mentions suivantes :

- l'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
- le nom de l'acheteur public ;
- l'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
- la date et l'heure de réception des documents ;
- la liste détaillée des documents transmis.

#### 4) Mise à disposition des documents de la consultation sur le profil d'acheteur

Les documents de la consultation sont gratuitement (les frais d'accès au réseau restent à la charge du candidat) mis à disposition par voie électronique à l'adresse du profil d'acheteur suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr> selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Le cadre de réponses est publié par Société des grands projets sur le profil d'acheteur indiqué ci-dessus. Il est accessible à tous les candidats et peut être téléchargé sur le profil d'acheteur mentionné ci-dessus.

**Les candidats doivent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les éventuelles modifications et précisions apportées à ce document.**

#### 5) Modalités de transmission des plis, de communications et échanges d'informations sur le profil d'acheteur :

Les modalités de communication et d'échanges d'informations par voie électronique doivent respecter les exigences minimales fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

Dans le cas de candidatures en groupement, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

#### 6) Conditions de transmission des plis sur le profil d'acheteur :

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express



**Les candidats doivent transmettre leur candidature en une seule fois. Ainsi, en cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.**

**Par conséquent, en cas d'oubli, d'erreur ou de volonté de modification du dossier de candidature, le candidat doit déposer, avant la date limite de remise des candidatures, un nouveau dossier complet avec l'intégralité des documents exigés dans l'AAPC et son annexe.**

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable** qui précise les conditions d'utilisation de cette plate-forme, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### 7) Présentation des dossiers et format des fichiers acceptés

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, .dwg, .rvt et .ifc ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- macros ;
- ActiveX, applets, scripts, etc.

#### 8) Horodatage qualifié

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. L'horodatage est qualifié conformément aux dispositions du règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Les candidats sont responsables de l'acheminement de leur dossier à la date et l'heure limites fixées par la consultation.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des candidatures ou des offres peuvent être modifiées par la SGP.

#### 9) Antivirus

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

#### 10) Information sur les documents transmis

Les documents au format Word et PDF doivent être exploitables pour la recherche plein texte, en version non protégée et non verrouillée.

Les documents sous format Excel doivent être transmis à la fois sous format .pdf (documents datés et signés) et sous format Excel.

Recommandations concernant la codification des fichiers sur le support informatique :

- Privilégier les abréviations dans le nom des fichiers;
- Privilégier des noms de dossiers courts;
- Utiliser « \_ » pour remplacer un espace dans le nom des fichiers; Utiliser «-» pour remplacer la préposition « de », « la », etc.;
- Ne pas mettre d'accent ou de caractère tel que « & » dans le nom des fichiers.

### **B. Copie de sauvegarde**

Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique sont vivement incités à adresser à la SGP, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres, sous peine de non prise en compte de la copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">« 2025PN002 » Marché de travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare SAT de la ligne 18 du Grand Paris Express Lot n° 7B « Copie de sauvegarde » « Nom ou dénomination du candidat »</p>
---

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de « copie de sauvegarde »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 précité :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Conformément à l'article 2.III de l'arrêté du 22 mars 2019 précité, lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par la SGP.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif cité ci-dessus, elle est détruite.

Si la copie de sauvegarde n'est pas parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, elle est détruite à l'issue de la procédure.

Soit le candidat dépose sa copie de sauvegarde en mains propres contre récépissé, entre 8h30 et 16h30 les jours ouvrés, à l'adresse suivante :

Société des grands projets  
À l'attention de la Direction marchés et pilotage contractuel  
2025PN002  
Immeuble « Le Moods »  
13, rue Henri Murger  
93212 La Plaine Saint Denis Cedex  
Ne pas ouvrir

Soit le candidat envoie sa copie de sauvegarde par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Société des grands projets  
À l'attention de la Direction marchés et pilotage contractuel  
2025PN002  
Immeuble « Le Moods »  
2 mail de la Petite Espagne  
CS 10011  
93212 La Plaine Saint Denis Cedex  
Ne pas ouvrir

**Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas analysés**

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

## Signature des candidatures

La Société des grands projets n'impose pas de signature électronique.

Les documents qui doivent porter une signature, que celle-ci soit signée électroniquement ou de façon manuscrite puis scannée, doivent émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- le représentant légal du candidat,
- ou toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat. Dans ce cas, le candidat doit joindre la délégation de pouvoir correspondante.

## Incompatibilités / conflit d'intérêts

### **A. Dispositions générales**

Au sens de la présente rubrique, on entend par « entreprise liée » toute entreprise sur laquelle le candidat peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le candidat ou toute entreprise qui, comme le candidat, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Le candidat étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de l'accord-cadre qu'il sous-traite, il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations de la présente rubrique à son(ses) sous-traitant(s).

### **B. CAS D'INCOMPATIBILITE**

Sans objet.

### **C. CAS DU CONFLIT D'INTERETS**

Le candidat ou une entreprise liée ne pourra se voir attribuer le présent accord-cadre si sa candidature est susceptible d'aboutir à une situation de conflit d'intérêts en ce sens qu'il peut, sans en avoir même l'intention, s'il est soumissionnaire ou titulaire de marché(s)/accord(s)-cadre(s) en cours ou ultérieur(s), influencer les conditions de passation ou d'exécution du présent accord-cadre.

Une situation de conflit d'intérêts est caractérisée :

- lorsque la participation d'un candidat ou groupement candidat à la présence procédure est susceptible de créer une situation dans laquelle une personne physique ou morale qui, participant au déroulement de la procédure de passation du présent accord-cadre ou étant susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier,

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

- lorsque la réalisation par un même opérateur économique ou l'une de ses entreprises liées, de la mission objet du présent accord cadre et d'une autre mission effectuée pour le compte de la Société des grands projets, créerait une situation d'interférence, de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de l'une ou de ces deux missions.

A cet égard, chaque candidat, ou en cas de groupement candidat, chaque membre du groupement, doit prendre connaissance et compléter la déclaration d'absence de conflit d'intérêts après avoir téléchargé le fichier (Fichier Excel - 2025PN002 - Déclaration d'absence de conflit d'intérêts) à l'adresse suivante : [www.marchespublics.gouv.fr](http://www.marchespublics.gouv.fr) : "Consultation en cours" - "Recherche Rapide" 2025PN002".

**Pour chaque lot, le fichier dûment renseigné et daté par la personne habilitée à engager l'entité devra être inséré dans le dossier de candidature en format électronique.**

S'il apparaît que les missions exercées (ou en cours) par un candidat ou groupement candidat le placent dans une situation de conflit d'intérêts, telle que définies ci-dessus, il lui sera demandé dans un délai raisonnable et par tout moyen, de présenter ses observations afin de justifier des mesures prises pour corriger cette situation et démontrer que sa participation à la procédure de passation de l'accord cadre n'est pas susceptible de créer une situation de conflit d'intérêts. **Les candidats sont incités dès à présent apporter toutes les justifications nécessaires dans le cadre de la déclaration d'intérêt qui doit être jointe au dossier du candidat conformément au paragraphe ci-dessus.**

Si les justifications apportées par le candidat ne s'avèrent pas suffisantes pour caractériser l'absence de situation de conflit d'intérêts, la Société des grands projets exclura sa candidature pour ce motif.

Lorsque la situation de conflit d'intérêts concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, la Société des grands projets exigera son remplacement par un autre opérateur économique qui ne se trouve pas dans une telle situation, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

### Mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

La présente consultation entre dans le champ d'application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Conformément au point 23 de l'article 3 terdecies du règlement précité, et à compter du 9 avril 2022, la Société des grands projets **a l'interdiction d'attribuer un marché** dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;

---

Marché n°2025PN002\_Travaux de clos couvert et corps d'état architecturaux pour l'aménagement de la gare Satory de la ligne 18 du Grand Paris Express

- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Dans le prolongement des vérifications qui seront effectuées par la Société des grands projets, **il est demandé à chaque candidat ou, en cas de groupement candidat, à chaque membre du groupement, de fournir un document attestant que l'entité concernée ne se trouve dans aucun des cas susmentionnés, ou à défaut, de déclarer toute situation de nature à contrevenir aux dispositions du règlement (UE) n°2022/576 du 8 avril 2022, conformément au modèle SGP** après avoir téléchargé le fichier 2025PN002 - Attestation sur l'honneur relatives aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine) à l'adresse suivante : [www.marchespublics.gouv.fr](http://www.marchespublics.gouv.fr) : "Consultation en cours" - "Recherche Rapide" 2025PN002 ". **Pour chaque lot, le fichier dûment renseigné et daté par la personne habilitée à engager l'entité devra être inséré dans le dossier de candidature en format électronique.**

Le candidat ou groupement candidat étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie de l'accord-cadre qu'il sous-traite, **il s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations de la présente rubrique à son(ses) sous-traitant(s) et transmettre à la Société des grands projets l'attestation sur l'honneur dûment complétée selon le modèle précité.**

Si votre entité ou l'un (ou plusieurs) des membres du groupement se trouve(nt) confronté(e)(s) à l'une ou plusieurs des hypothèses précisées ci-dessus, la Société des grands projets étudiera, au cas par cas, les éventuelles possibilités offertes par le code de la commande publique pour permettre à votre entité ou groupement de continuer la procédure de passation (*exemple : substitution de sous-traitance, remplacement de fournisseur, remplacement d'un membre du groupement en application des articles R. 2142-26 du code de la commande publique*).

### **Mise à disposition des documents et renseignements devant être fournis par le candidat**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements mentionnés à l'avis de marché (et les compléments inclus dans l'annexe AAPC), si ceux-ci peuvent être obtenus par la Société des grands projets directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace dont l'accès doit être gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à la Société des grands projets lors d'une précédente consultation et qui demeurent toujours valables. Le cas échéant, ils devront fournir à l'appui de leur candidature un courrier listant exhaustivement les documents justificatifs et moyens de preuve concernés (incluant les références des consultations antérieures dans lesquels ils ont été transmis) et attestant que ces derniers demeurent toujours valables.